

Accordons nos projets

Réponse de GrDF à la consultation publique de la CRE sur le projet de déploiement d'un système de comptage évolué par GrDF

GrDF considère que les travaux menés dans le cadre de la phase de cadrage et d'expérimentations, depuis 2008, lui permettent de proposer un projet ambitieux, pragmatique et réaliste sur son volet technique, répondant aux besoins exprimés par les parties prenantes, à un coût limité pour la société.

Les réponses aux questions de la consultation publique viennent compléter, d'une manière générale, le dossier présenté.

QUESTIONS RELATIVES AUX CARACTERISTIQUES DU PROJET DE COMPTAGE EVOLUE

Question 1 : (page 8)

Pensez-vous que les fonctionnalités de base proposées par GrDF sont satisfaisantes et de nature à améliorer le fonctionnement du marché du gaz ?

Les fonctionnalités de base proposées par GrDF correspondent, à notre avis, aux objectifs de satisfaction client (via la qualité de facturation), de maîtrise de l'énergie (via l'augmentation des données disponibles) et d'amélioration du fonctionnement du distributeur fixés pour le projet. Elles ont été confirmées par les parties prenantes au travers des tests clients menés pendant les expérimentations et les débats dans les groupes de travail de la CRE.

Question 2 : (page 8)

Pensez-vous que les fonctionnalités complémentaires proposées par GrDF sont satisfaisantes et de nature à améliorer le fonctionnement du marché du gaz ?

GrDF considère, à l'issue des expérimentations, et au vu du nombre d'équipements installés et de la durée de vie de ces équipements, qu'il est important de prévoir, pour un surcoût limité, des fonctionnalités de téléparamétrage ou de télédiffusion d'informations vers les compteurs et, potentiellement, à terme, d'autres équipements de mesure sur différents points du réseau. La nécessité de préserver la durée de vie des piles limitera l'usage de ces fonctionnalités. Il nous semble cependant important, pour pouvoir améliorer la qualité du service rendu et respecter les impératifs de sécurité des données, d'intégrer dès le départ au périmètre du projet ces fonctionnalités.

Question 3 : (page 10)

Etes-vous favorable à ce que la redondance spatiale des concentrateurs soit retenue dans le périmètre du projet proposé par GrDF ?

GrDF est totalement favorable à ce que la redondance spatiale soit retenue dans le périmètre du projet. En effet, les expérimentations conduites en 2010 et 2011 ont montré que la diversité spatiale des concentrateurs permet d'atteindre des taux de télérelevé élevés. Cette redondance permet de maintenir le télérelevé des compteurs malgré la présence d'obstacles temporaires et des éventuelles pannes sur un concentrateur.

La redondance spatiale permet également d'augmenter très significativement la disponibilité globale de la chaîne de télérelevé et se révèle plus efficace que la mise en œuvre de deux concentrateurs sur un même site, configuration généralement retenue pour augmenter la disponibilité d'un système. La pose de deux concentrateurs sur un même site n'apporte aucun avantage supplémentaire, la probabilité d'un événement impactant le bon fonctionnement des

deux étant élevée (En cas de coupure électrique par exemple, les deux concentrateurs seront inaptes à la réception de l'information).

Question 4 : (page 10)

A niveau de qualité équivalent, seriez-vous disposés à accepter une mise à disposition des données plus tardive permettant ainsi de limiter le nombre de concentrateurs posés ?

La diminution du nombre de concentrateurs supprimerait l'avantage apporté par la redondance spatiale, ce qui conduirait mécaniquement à diminuer la qualité de la chaîne de télérelevé. GrDF n'est donc pas d'accord avec le fait qu'en diminuant le nombre de concentrateurs, la qualité de la chaîne de télérelevé puisse être conservée sans une augmentation du nombre d'émissions.

L'absence de redondance spatiale au niveau des concentrateurs conduit, si l'on souhaite garder la même qualité de relevé, à envoyer une quantité d'information largement supérieure à partir du compteur, c'est-à-dire à compenser la redondance spatiale manquante par une redondance temporelle, pour pallier une défaillance potentielle d'un concentrateur. Ceci a pour conséquence logique :

- soit une diminution de la durée de vie de la source d'alimentation du compteur impliquant une opération de maintenance au cours de la vie du compteur, induisant un surcoût en maintenance,
- soit un surdimensionnement de la source d'alimentation du compteur induisant un surcoût en investissement.

De plus, la criticité des concentrateurs augmentant, les délais d'intervention seront nécessairement raccourcis, en fonction de la profondeur de mémoire disponible dans le compteur et du niveau de redondance dans l'envoi des informations, impliquant soit des surcoûts de maintenance, soit l'acceptation d'une qualité de service dégradée qui génèrera un surcoût pour le traitement de la non qualité (réclamations, redressements, ..).

D'une manière générale, il paraît plus approprié à GrDF de faire peser le moins de contraintes possibles sur le compteur gaz, de façon à avoir un fonctionnement robuste et économique, et à reporter cette complexité sur les concentrateurs, qui subissent naturellement moins de contraintes environnementales (présence d'une source d'alimentation pérenne, pas de contrainte d'ATEX, nombre restreint par rapport au nombre de compteurs, etc.)

Enfin, la mise à disposition des données plus tardive comme proposé, conduirait à stocker un volume plus important de données au niveau des concentrateurs, ce qui augmenterait la longueur et donc la durée d'émission des messages entre un compteur et un concentrateur. Cette augmentation de durée est susceptible d'avoir un impact qui reste à analyser sur le taux de collisions de l'infrastructure radio.

GrDF est donc totalement défavorable à la diminution du nombre de concentrateurs posés à ce stade des études, mais n'écarter pas l'hypothèse qu'en phase de conception détaillée de l'infrastructure radio, de nouveaux éléments techniques (augmentation de portée, ...) puissent permettre de déployer un nombre de concentrateurs plus réduit, tout en conservant la redondance spatiale et sans diminution de la qualité de la chaîne de télérelevé.

Question 5 : (page 10)

Selon vous le déploiement systématique d'un afficheur déporté est-il opportun ?

En gaz, l'accès à une information temps réel de consommation n'est pas un enjeu crucial pour une majorité de consommateurs. En particulier, aucune action de MDE généralisable sur l'ensemble des consommateurs n'est en l'état actuel identifiée comme nécessitant cette information. Quelques consommateurs tels que les collectivités pourraient avoir besoin d'informations détaillées, par exemple une information sur les consommations horaires pour

Accordons nos projets

détecter la cohérence entre fonctionnement des équipements et occupation des locaux, sans que leur transmission et leur affichage instantanés ne soient cruciaux.

Par ailleurs, la solution technique pour le comptage communicant en gaz prévoit une sortie locale, équivalente à la TIC en électricité, qui permettrait de brancher des équipements de tiers (box, afficheur, module d'enregistrement...). Ainsi, les clients qui le souhaitent pourront s'équiper de solution permettant un affichage et des traitements sophistiqués de l'information. La solution proposée permet la fonction lorsqu'elle est pertinente.

A l'inverse, l'hypothèse d'une généralisation soulève des interrogations pour un bénéfice non identifié à ce jour. En effet, si la sortie locale pourrait être utilisée pour déployer une solution d'affichage déporté, plusieurs contraintes apparaissent pour un déploiement généralisé d'une telle solution :

- La sortie locale ne pourra pas être alimentée en électricité,
- 80% des compteurs ne sont pas accessibles au client, et les 20% restant ne sont pas nécessairement situés à proximité d'un endroit pertinent pour la pose d'un afficheur déporté. Il serait donc nécessaire d'envisager un module radio branché sur la sortie locale, alimenté de manière autonome

Dans ces conditions, la généralisation d'un affichage déporté soulèverait des problématiques importantes :

- Coût de l'alimentation du module et de l'afficheur déporté
- Nécessité de gérer le remplacement des piles
- Intérêt limité d'une visualisation instantanée des informations, qui ne pourrait concerner que des m3 bruts en l'absence de possibilité de mesurer ou de transmettre la valeur de PCS ou les données de prix actualisées à travers la seule solution de comptage.
- Pérennité technologique d'une solution d'affichage dédiée au gaz, alors que d'autres modes de transmission (TV, Internet, smart-phone...) sont dès à présent fortement implantés dans les ménages français et permettraient des affichages multi-énergies / multi-fluides beaucoup plus pertinents en matière d'alertes et de MDE.

Aucun besoin largement exprimé n'a été identifié à l'issue des expérimentations et de la concertation, notamment au sein du GT MDE piloté par la CRE.

Pour ces raisons, GrDF considère que la solution proposée de ne pas généraliser l'affichage déporté, mais d'en permettre l'acquisition par les consommateurs intéressés grâce à la sortie locale, est la meilleure réponse face aux attentes ponctuelles exprimées par certains consommateurs et face à l'enjeu faible d'un tel affichage en matière de MDE.

Question 6 : (page 11)

Êtes-vous favorable à ce que la mise en place systématique d'une vanne de coupure à distance ne soit pas retenue dans le périmètre de la solution ?

GrDF est totalement défavorable à la mise en place d'une vanne de coupure à distance dans le périmètre de la solution.

En effet, l'intégration d'une électrovanne commandée dans une architecture AMR Gaz telle qu'actuellement prévue par GrDF lève encore un certain nombre d'interrogations sur la réelle valeur ajoutée de ce service, sur trois aspects : le service rendu, l'impact économique et la faisabilité technique.

Aujourd'hui, aucun acteur ne se prononce clairement en faveur d'une vanne de coupure systématique, GrDF n'a pas la conviction que la technologie soit fiable et sûre quelles que soient les conditions environnementales et l'usage d'une vanne commandée à distance est plus contraignante du point de vue sécurité, obligeant à un surdimensionnement de l'infrastructure et des coûts de fonctionnement.

Question 7 : (page 12)

Êtes vous favorable aux modalités de déploiement envisagées dans le scénario de référence (durée, volume etc.) ?

A ce stade du projet, GrDF prévoit un double déploiement (concentrateurs / compteurs et/ou modules radio) avec, comme cela est indiqué dans l'enquête publique, un réseau de concentrateurs déployé beaucoup plus rapidement (3 voire 4 ans) que celui des compteurs (6 ans) afin que le client final situé sur une zone géographique non encore impactée par le déploiement intensif puisse tirer parti des avantages que présente la solution AMR.

Des travaux complémentaires sur la segmentation des clients durant la phase de construction permettront à GrDF d'ajuster éventuellement ces durées de déploiement, voire de prioriser certaines zones afin que les bénéficiaires clients soient plus rapides.

Sur l'aspect lié à la volumétrie des compteurs, objets de ce déploiement, GrDF prévoit, à date, de changer ou équiper tous les compteurs actifs (autour de 11 millions). Des études complémentaires seront conduites durant la phase de construction afin d'affiner ces volumétries qui impactent directement le résultat du Business Case et, pour certaines, les procédures opérationnelles de déploiement (compteurs à gros débit par exemple). Enfin, concernant la répartition entre les changements de compteurs et la pose de modules radio, une analyse plus fine de l'ensemble des coûts opérationnels inhérentes aux procédures de pose de ces appareils devra permettre de faire évoluer ou non cette répartition pour une meilleure efficacité opérationnelle et économique.

QUESTIONS RELATIVES AUX APPORTS DU PROJET DE COMPTAGE ÉVOLUÉ

Question 8 : (page 13)

Quel est votre point de vue sur les opportunités permises par le développement des systèmes de comptage évolué en gaz ?

Pour GrDF, Le projet de comptage évolué gaz présente des enjeux majeurs pour la collectivité en général et l'ensemble des parties prenantes de la chaîne gazière :

- Pour les consommateurs : l'amélioration globale du confort est une attente forte grâce au suivi régulier de la consommation, à la fiabilité de la facturation, au non dérangement en cas de compteur inaccessible et au changement de fournisseur facilité (changement sur index réels), mais également aux possibilités accrues de maîtrise des consommations ;
- Pour les fournisseurs : les compteurs évolués permettront la fiabilisation de la chaîne de facturation donc la baisse des réclamations liées aux relèves, le développement de nouveaux services clients et à terme la possibilité d'amélioration du profilage (précision & segmentation) et de réduction des comptes d'écart distribution ;
- Pour le distributeur GrDF : la fiabilisation du relevé et la facilitation des relations avec les clients (moindre dérangement pour les clients dont les compteurs ne sont pas accessibles aux distributeurs...) sont des enjeux majeurs tout comme l'amélioration de l'image du gaz et l'innovation avec le déploiement des « smart pipes » ;
- Pour les sociétés de service : de nouvelles possibilités de développement de services sont pressenties, par exemple autour des diagnostics consommation et alertes de dépassement ;
- Pour les collectivités territoriales : les attentes portent à la fois sur la gestion des bâtiments en propre, mais également sur une meilleure fréquence et géo-localisation des consommations qui faciliteraient la réalisation des Plans Climats Énergie Territoriaux et permettraient de prioriser les politiques publiques par zones ou bâtiments ;
- Pour les gestionnaires de parc, en particulier les bailleurs sociaux : les enjeux des compteurs communicants portent sur la priorisation des travaux de rénovation des bâtiments par agrégation de données et la sensibilisation des locataires et occupants à la MDE

Par ailleurs, les compteurs communicants bénéficieront à l'économie française : Le coût du projet est composé d'achats de matériels et de prestations pour la réalisation des systèmes, et de coûts de déploiement. La prestation de main d'œuvre de pose générera à elle seule environ

30 % du coût du projet. Il s'agit de plus de 300 M€ injectés de manière directe dans les tissus industriels locaux. De plus, le projet Compteurs Communicants Gaz de GrDF contribuerait aux objectifs d'efficacité énergétique tels que précisés dans la loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement.

Question 9 : (page 14)

Quel est votre point de vue concernant l'appréciation des gains de MDE liés à la mise en œuvre du système de comptage évolué proposé par GrDF ?

La maîtrise de la demande en énergie (MDE) est un des objectifs du projet, elle fait donc partie intégrante de l'équilibre économique. Les analyses menées par les consultants des cabinets POYRY et SOPRA aboutissent à distinguer :

- Les gains de MDE liés à l'augmentation de l'information sur la consommation pour l'ensemble des consommateurs (changement de comportement, anticipation du renouvellement d'un équipement vétuste et peu performant, travaux et installation d'équipement de MDE...). Ces gains seraient de 0,2% de la consommation globale.
- Les gains de MDE liés au développement de services complémentaires payants (suivi de consommation et alertes, diagnostics personnalisés...). Ces services, plus incertains car la propension des consommateurs à payer pour de tels services peut être faible, pourraient apporter un gain supplémentaire de 0,5%.

Les études menées par GrDF sur les services clients dans le cadre des expérimentations indiquent que ces valeurs seraient conservatrices par rapport aux indications données par les consommateurs. Il est également important de souligner que le ministère britannique de l'énergie (Department of Energy and Climate Change) considère un gain de MDE global de 2% pour son cas de base d'étude économique sur l'intérêt des compteurs évolués en gaz, et respectivement 1 et 3% pour les cas bas et haut en MDE.

Ces différents éléments amènent GrDF à considérer les 0,2% de gain de MDE évalués par les cabinets POYRY et SOPRA comme le minimum de MDE apporté par le projet de compteurs évolués. La prise en compte de cette hypothèse conservatrice conclut à l'équilibre des coûts du projet.

Par ailleurs, GrDF souhaite attirer l'attention sur deux leviers qui n'ont pas été pris en compte par les cabinets POYRY et SOPRA, au-delà du comportement individuel :

- Les gains apportés par l'optimisation du suivi et les inter comparaisons pour les clients multi-sites (petites chaufferies gérées par des exploitants de chauffage, bâtiments des collectivités, sites tertiaires répartis sur le territoire)
- Les gains apportés par l'utilisation de données agrégées et anonymes par les gestionnaires de parc, et en particulier les bailleurs sociaux, pour cibler les bâtiments devant faire l'objet prioritairement de travaux de MDE, ou pour apporter aux occupants et locataires un accompagnement spécifique et personnalisé, tenant compte de la réalité de la performance du bâtiment qu'ils occupent.

Ces gains non estimés ne pourront que renforcer l'intérêt économique du projet de compteurs évolués.

GrDF considère ainsi les 0,2% de gain de MDE d'accès à l'information comme particulièrement prudent par rapport aux retours constatés dans les expérimentations. Le gain total de 1,2% en tenant compte des autres services reste prudent, se situant près de l'hypothèse la plus basse du DECC au Royaume-Uni.

Question 10 : (page 14)

Selon vous, l'envoi plus fréquent qu'actuellement de données de consommation réelle est-il nécessaire pour réaliser des gains de MDE ? Si oui, pouvez-vous en préciser les modalités (fréquence, support, coût, acteur responsable, etc.) ?

Si une majorité d'actions de MDE en gaz ne nécessitent pas d'information plus fréquente (changement naturel d'une chaudière ancienne en panne par une chaudière performante par exemple), la fréquence et la pertinence des informations pourront générer davantage d'actions de MDE. En particulier, une fréquence plus élevée permet :

- de mieux prendre conscience de son niveau de consommation (anticipation de changement de chaudière par ex.)
- de faire plus directement le lien entre comportements et niveaux de consommation (adoption de comportements vertueux, baisse d'une température de chauffage précédemment excessive...)
- d'identifier des dérives dans le fonctionnement des systèmes et des régulations (mise en place d'un réduit de week-end ou de nuit).

En ce sens, la mise à disposition des données à une fréquence mensuelle permet les deux premiers niveaux de MDE, tandis que le dernier niveau nécessite plutôt des données quotidiennes. Certains clients spécifiques pourraient avoir besoin d'une information quotidienne, mais l'absence de besoin général plaide pour une prestation spécifique, permise par la proposition de GrDF.

Le système mis en place doit, de l'avis de GrDF, mettre à disposition gratuitement, via le fournisseur, des données mensuelles en kWh et en euros. Pour que le dispositif soit efficace, ces informations doivent être envoyées au client, par mail, par SMS, par serveur vocal, et ne pas uniquement être mises à disposition sur un site. Le distributeur devrait pouvoir, en complément, mettre à disposition des acteurs qui le souhaitent des données quotidiennes en m3 ou en kWh (avec PCS moyen), sous réserve d'un mandat du client.

GrDF considère que l'accès au moins aux données contractuelles mensuelles via le fournisseur, et aux données brutes quotidiennes permettront plus d'actions de MDE en gaz. La sortie locale et les prestations spécifiques d'accès à des données horaires laissent ouverte la possibilité de service plus évolués pour les consommateurs concernés.

Question 11 : (page 14)

Etes-vous favorable à la mise à disposition gratuite par GrDF des données de consommation réelle sur un site internet dédié et sur des supports adaptés aux personnes ne disposant pas d'un accès internet ?

La mise à disposition des informations brutes quotidiennes sur un site Internet opéré par le distributeur est un bon compromis afin de s'assurer de :

- l'accès à un niveau d'information minimale pour permettre la MDE,
- La gestion des autorisations d'accès aux informations de comptage, en particulier les accès à des tiers autre que le fournisseur titulaire du contrat (fournisseurs concurrent, société de services...) en toute neutralité,
- La mutualisation et la rationalisation des coûts de cette mise à disposition et cette gestion d'accès.

Cette mise à disposition ne préjuge pas de la mise à disposition et de la transmission par ailleurs des informations, en particulier par les fournisseurs qui restent les interlocuteurs incontournables des consommateurs notamment en matière d'information sur les prix des consommations et les factures.

GrDF considère donc que la mise à disposition par le distributeur des informations brutes quotidiennes de consommation pour l'ensemble des consommateurs, complétant la mise à

disposition et la transmission des informations contractuelles mensuelles par les fournisseurs, représente le meilleur compromis de simplicité, de neutralité et de pertinence des informations.

Des services de type SMS ou serveur vocal pourraient être envisagés pour les personnes qui ne disposent pas d'internet. Les envois papier restent à éviter, du fait de leur coût prohibitif.

QUESTIONS RELATIVES AU TRAITEMENT TARIFAIRE DU PROJET DE COMPTAGE ÉVOLUÉ

Question 12 : (page 17)

Que pensez-vous de la mise en œuvre d'un mécanisme de régulation incitative spécifique au projet de comptage évolué de GrDF ?

GrDF, sans être opposé au principe d'une régulation incitative, estime qu'étant donné que ces investissements diffèrent des investissements habituels de GrDF en termes de montant, durée et nature d'investissement, il est prématuré de définir les principes précis de la régulation incitative des investissements en amont de la décision de déploiement. Parallèlement, une régulation incitative sur la qualité de service sera envisageable afin d'inciter à la fiabilité du système global sur toute la chaîne de traitement des index.

Question 13 : (page 18)

Que pensez-vous de la proposition de couverture des coûts échoués en cas de non déploiement généralisé du projet de comptage évolué ?

Dans l'hypothèse où la phase de construction ne serait pas suivie du déploiement (le démarrage avec les 100 000 premiers compteurs est prévu pour 2014), les coûts d'exploitation de la phase de construction pendant l'ATRD4 sont couverts par le tarif car intégrés à la trajectoire tarifaire. En revanche, les coûts d'investissements (essentiellement des coûts SI) ne seraient pas couverts dans le cadre réglementaire actuel, puisqu'ils ne rentreraient pas à l'inventaire comptable.

Les investissements de la phase de construction sont prévus pour être intégrés à l'inventaire comptable au 1er juillet 2014 (ceci est lié à la mise en service des 100 000 premiers compteurs communicants en 2014). La décision de déployer ou non devant être prise en 2013, il semble plus judicieux en cas de non déploiement d'intégrer ces coûts échoués au CRCP dans un poste prévu à cet effet plutôt que de procéder comme pour les compteurs remplacés par anticipation. De plus, les CCN étant couverts par le CRCP, et la trajectoire de référence tenant compte des investissements de la phase de construction, le poste CCN sera corrigé automatiquement des CCN non générées du fait du non déploiement.

Question 14 : (page 18)

Que pensez-vous de la proposition de rémunération des immobilisations en cours de la phase de construction de la solution pour le projet de comptage évolué ?

Les investissements engagés par GrDF concernent généralement des travaux ou projets d'une durée assez courte de un à deux ans maximum. La mise en service de ces investissements intervient donc peu après l'engagement financier. Cette mise en service s'accompagne d'une mise à l'inventaire comptable qui permet leur entrée dans la Base d'Actifs Régulés générant ainsi des CCN.

Or, les investissements associés à la phase de construction ne pourront être mis en service qu'après le début du déploiement, soit en 2014, alors qu'ils vont débiter en 2011. Le

Accordons nos projets

mécanisme spécifique de rémunération qui doit être prévu et qui semble le plus simple est une prise en compte dans les charges d'exploitation de la rémunération (au taux de rémunération de la BAR) des coûts d'investissements supportés par GrDF au titre de la phase de construction jusqu'à leur mise en service en 2014.

La CRE envisage une rémunération des immobilisations en cours au coût de la dette. Cela paraît très étonnant du point de vue économique ou financier. En effet, ce n'est pas parce que les investissements ne sont pas encore passés à l'inventaire qu'ils sont financés par de la dette.

Question 15 : (page 18)

Que pensez-vous de la demande de GrDF relative à la couverture par le futur tarif ATRD4 des coûts d'exploitation engagés par l'opérateur au titre du projet lors de la période tarifaire actuelle ?

Les OPEX liés au projet et supportés par GrDF pendant la période ATRD3 n'ont pas été prévus dans la trajectoire tarifaire :

- aucun mécanisme ne vient compenser aujourd'hui les écarts d'OPEX, contrairement aux écarts d'investissement qui sont traités dans le CRCP au niveau du poste CCN
- ces coûts ne sont pas couverts par le risque dans le taux de rémunération car il s'agit d'un projet beaucoup plus important que l'activité habituellement traitée par GrDF,
- il est nécessaire de les prendre en compte dans l'ATRD4 au titre de charges non-maitrisables reconnues de façon rétroactive d'autant que les dépenses ont été engagées à la demande de la CRE.

QUESTION RELATIVE AU LANCEMENT DE LA PHASE DE CONSTRUCTION DE LA SOLUTION

Question 16 : (page 19)

Etes-vous favorable au lancement de la phase de construction de la solution du projet de comptage évolué de GrDF dans les conditions de régulation envisagées ?

Depuis 2007, des travaux de concertation conduits sous l'égide de la CRE ont permis aux parties prenantes de définir ensemble la solution technique et les fonctionnalités les plus pertinentes pour la mise en œuvre d'un système de comptage évolué gaz en France. Les expérimentations mises en œuvre en 2010 et début 2011 ont permis de conforter la plupart des orientations définies et de préciser des options éventuelles. Les tests menés auprès des clients et la concertation sur les attentes des utilisateurs ont permis également de préciser le niveau des fonctionnalités attendues. La solution proposée par GrDF, issue de ces travaux, nous semble techniquement solide et adaptée aux multiples besoins des utilisateurs. L'étude technico-économique, enfin, conduite par la CRE, avec une contribution importante de GrDF, conduit à un équilibre financier du projet en ne prenant en compte qu'un gain de MDE limité à 0,2%, qui paraît, au vu des tests menés, tout à fait réaliste, voire conservateur.

L'ensemble de ces éléments conduit GrDF à souhaiter la mise en œuvre de ce projet dans les conditions proposées, sous réserve d'une prise en charge des coûts générés via la régulation.

En conclusion, GrDF considère que faire ce projet améliorera significativement la satisfaction des clients, contribuera aux efforts de maîtrise de l'énergie, permettra d'améliorer l'image du gaz et de consolider les emplois liés à la filière gaz (distributeurs, fournisseurs, équipementiers, sociétés de services ...)

QUESTION DIVERSE



Accordons nos projets

Question 17 : (page 19)

Avez-vous toute autre remarque sur le projet de comptage évolué de GrDF ?

GrDF souhaite remercier l'ensemble des acteurs qui ont accompagné ses travaux durant la phase de cadrage du projet, de 2007 à aujourd'hui.